

VÉRITÉ ET JUSTICE POUR LEYLA, SAKINE ET FIDAN

ÉTAT TURC TERRORISTE !

ÉTAT FRANÇAIS COMPLICE !

Le groupe Région parisienne de la Coordination des Groupes Anarchistes salue la mémoire des trois camarades kurdes Sakine, Leyla et Fidan, assassinées en plein jour, au cœur de Paris, le 9 janvier 2013. Nous saluons leur combat révolutionnaire pour la libération des femmes, pour la libération du peuple kurde et pour en finir avec l'État-nation patriarcal et le capitalisme. Nous appelons à manifester nombreuses-eux le samedi 9 janvier pour réclamer « justice et vérité » pour ces trois révolutionnaires.

Trois ans jour pour jour après ces assassinats, l'impunité pour les responsables est toujours de mise. Des documents ont révélés la participation active des services secrets turcs dans ces crimes, mais restent passés sous silence par les pouvoirs exécutifs et judiciaires français qui refusent de lever le secret-défense. L'État français maintient ses relations avec Ankara et poursuit la coopération policière, militaire, impérialiste et économique. Nous dénonçons la complicité et le soutien de l'État français vis-à-vis de l'État turc, qui laisse se faire assassiner trois militantes kurdes au vu des renseignements français et bloque l'affaire. Nous dénonçons les intérêts impérialistes qui se jouent entre les deux États et qui constituent l'arrière-plan de ces assassinats.

SALUER LEUR MÉMOIRE, C'EST SOUTENIR LA LUTTE EN COURS AU ROJAVA ET AU KURDISTAN

Leur combat et le projet politique qu'elles ont défendu se réalise aujourd'hui à grande échelle dans la région du Rojava, le Kurdistan syrien. C'est là que se construit une dynamique d'auto-organisation sociale, économique et politique, fondée sur un projet de « confédéralisme démocratique » incluant la lutte pour l'égalité hommes-femmes, l'inclusion des minorités religieuses et nationales dans les institutions locales. C'est eux qu'aujourd'hui l'État turc tente d'anéantir au Kurdistan turc comme au Kurdistan syrien. Complice des attentats de Suruc, allié objectif de Daesh, l'État turc poursuit sa sale guerre contre les minorités kurdes notamment les révolutionnaires kurdes. Les femmes sont devenues les premières cibles de la terreur semée au Kurdistan, que ce soit par Daesh ou par l'État turc. C'est ce qu'on

voit avec la multiplication des assassinats de femmes révolutionnaires, les viols de masse.

Pour les luttes des femmes, l'État n'est pas la solution, mais bien une grande partie du problème. La rupture avec l'État et les systèmes centralisés sont pour les femmes au Kurdistan et ailleurs, une priorité pour gagner leur liberté. L'autonomie et l'auto-organisation des femmes sont à la base du système politique du Rojava. Ces principes sont défendus dans les académies des femmes (lieu de formation), dans le système de parité dans les administrations populaires du Rojava avec une présence minimale de 40% de femmes, un double mandat pour chaque fonction politique, dans le droit de veto des femmes contre les décisions qui iraient à l'encontre de leur libération, dans les commissions travaillant contre le patriarcat, les violences et la culture du viol. Ce processus révolutionnaire s'appuie sur le développement d'un mouvement d'autodéfense populaire armé, avec la création de milices, dont certaines sont non-mixtes (les YPJ), garantissant ainsi une large place aux femmes. Cela constitue les bases d'une révolution des femmes, moteur du processus révolutionnaire en cours au Rojava.



VIVE LA RÉSISTANCE DES FEMMES KURDES ! VIVE LA RÉSISTANCE AU KURDISTAN !

Leyla, Sakine et Fidan vivent et continueront de vivre dans nos luttes.

Vive la solidarité avec les combattantes et les combattants du Rojava ! Vive la résistance au Kurdistan. Pour nous cette solidarité se traduit par notre soutien aux travailleuses et travailleurs kurdes en lutte quand ils et elles réclament :

- Justice et vérité pour Sakine, Leyla et Fidan, ouverture des dossiers ;
- Des armes pour les révolutionnaires kurdes, préservant ainsi leur autonomie politique et leur permettant d'assurer leur autodéfense face aux fascistes et au régime d'Assad, face à l'État turc ;
- La fin du classement du PKK comme organisation terroriste par l'UE et l'arrêt de la persécution des militant-e-s kurdes et des actions de solidarité avec le Kurdistan ;
- La rupture de toute coopération de l'État français avec l'État turc et la reconnaissance des crimes politiques commis par l'État turc.



COORDINATION DES GROUPES ANARCHISTES

region-parisienne@c-g-a.org - <http://www.cga-rp.org> -  